

RECOURS À LA DETTE EXTÉRIEURE

La fin d'un tabou

L'Algérie se dirige droit vers l'endettement extérieur alors que ses ressources financières s'amenuisent dangereusement sous l'effet de la chute du prix du pétrole. Elevé au rang de «dogme», depuis le paiement par anticipation de la dette algérienne en 2005, en pleine embellie financière, l'endettement externe aujourd'hui trouve un chemin facile dans la bouche de certains dirigeants d'entreprises publiques.

Younès Djama- Alger (Le Soir) - En effet, le P-dg de Sonelgaz, Nouredine Bouterfa, a évoqué des difficultés de trouver les financements nécessaires pour réaliser son programme d'investissement dans la conjoncture financière actuelle.

Pour réaliser son programme d'investissement d'ici 2017, Sonelgaz aura besoin d'une enveloppe de plus de 2 800 milliards DA à mobiliser. Et plus de 5 000 milliards DA d'investissements, hors énergies renouvelables, dont près de 4 200 milliards DA à l'horizon 2025 qui seront à la charge des sociétés filiales du groupe. D'où la nécessité de recourir à l'endettement extérieur.

Pourquoi en est-on arrivé à cette situation d'endettement ? Depuis les 15 dernières années, l'Algérie a changé de modèle de consommation, mais pas de modèle de croissance, selon des observateurs. Même si l'Algérie recourt à l'endettement, ce qui n'est pas une tare en soi, la question que d'aucuns se posent est ce qu'on va faire de cet endettement.

Selon l'expert Ferhat Aït Ali, le non-endettement «n'a jamais été un dogme» dans la tête des gouvernants, mais uniquement «une source d'affranchissement personnel des règles de gestion des finances édictées par les créanciers internationaux».

Il ajoute que dans les faits, cela a juste servi à utiliser les fonds publics de «manière anarchique et aléatoire et ce, loin de tout contrôle sérieux au nom de la souveraineté mal utilisée».

«En période de vaches grasses, les finances publiques ayant été au vert, il a été procédé au paiement anticipé des dettes du pays, dans des conditions qui restent à éclaircir en matière de coûts financiers, mais les dettes

des entreprises auprès d'organismes financiers étrangers particulièrement les garanties crédit acheteur des entreprises privées n'ont pas été réglées par anticipation, alors que le rachat de ces dettes aurait été plus adéquat pour la gestion des créances internes de ces entités par les garants locaux que sont les banques locales, priorité ayant été donnée aux crédits bilatéraux et aux programmes de rééchelonnements directement sous la coupe du FMI», expose l'expert, ce qui dénote, selon lui, une vision «d'autonomisation politique» plus que celle d'une efficacité économique dans la démarche depuis sa mise en place en 2005.

«Mais à cette époque, cela pouvait avoir des avantages dans la mesure où les excédents de la balance de paiement étaient assez limités en rapport avec les ambitions financières du pays en 2005», observe M. Aït Ali.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Il a plu suffisamment ces deux derniers jours sur toutes les régions du nord du pays, d'est en ouest. Pour le plus grand bonheur des agriculteurs, les sols se sont gorgés d'eau. Signe certainement de risques de sécheresse pour cet été qui s'estompent.

Tant attendues, les dernières chutes de pluie, de neige et de grêle ont considérablement soulagé les fellahs. Eux qui durant tous les mois d'automne et d'hi-



Nouredine Bouterfa, P-dg de Sonelgaz.

Remboursement
par anticipation :
les pour et les contre

D'autres observateurs estiment que le débat au sujet du paiement par anticipation de la dette algérienne en 2005 n'est pas encore tranché.

Ainsi, lorsque l'embellie financière s'était installée en Algérie, deux écoles se sont fait face. L'une favorable à cette option de paiement par anticipation, et l'autre franchement contre, et chacune avançant ses arguments.

La première avait estimé que l'Algérie avait assez chèrement payé son réajustement structurel, dans un contexte sécuritaire très complexe, et qu'il n'y avait pas de mal à payer par échéance la dette.

A condition de réaliser des investissements. La seconde école, elle, pensait qu'il valait mieux payer par anticipation et se mettre de fait à l'abri de toute mauvaise surprise, surtout que les ressources financières étaient disponibles. «Il s'est alors posé un dilemme : entre payer par anticipation et ne pas avoir de dette, et

payer à échéance avec la possibilité d'investir dans la transformation de l'appareil économique. De fait, l'on s'est retrouvé face à un choix cornélien : être sans dette ou bien être sans investissement et donc sans avenir. C'est comme l'élève qui est au fond de la classe, l'on ne sait pas si l'on doit lui donner un 10 en conduite ou zéro au travail», a commenté un expert.

Dans le cas de l'Algérie, le paiement de la dette par anticipation, qui fut davantage un choix politique, n'a pas servi à grand-chose, alors que si l'on avait opté pour un échéancier on aurait pu créer un dense réseau de PME, valorisé de la production locale et même de la ressource humaine nationale, etc.

Ce que l'expert Aït Ali relève à juste titre. «Si les disponibilités financières du moment avaient été orientées vers des créations de plus-values économiques et non politiques, il n'y aurait eu aucune raison valable de payer la dette par anticipation, en consacrant des fonds destinés à faire avancer les actifs industriels et agricoles du pays, vers le règlement d'un passif induit par les mêmes politiques avec lesquelles on comptait renouer», relève-t-il.

Y. D.

CHUTES DE PLUIE ET DE NEIGE

Ouf de soulagement des agriculteurs

Le spectre de la sécheresse s'éloigne. Les dernières pluies et chutes de neige qui ont marqué toutes les régions du nord du pays ont fini par soulager les populations, notamment les agriculteurs.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Il a plu suffisamment ces deux derniers jours sur toutes les régions du nord du pays, d'est en ouest. Pour le plus grand bonheur des agriculteurs, les sols se sont gorgés d'eau. Signe certainement de risques de sécheresse pour cet été qui s'estompent.

Tant attendues, les dernières chutes de pluie, de neige et de grêle ont considérablement soulagé les fellahs. Eux qui durant tous les mois d'automne et d'hi-

ver secs, sont restés optimistes puisque nous sommes à peine à la mi-février. Les mois de mars et d'avril sont généralement pluvieux. Tombées au bon moment, ces averses sont bienfaitrices pour les différentes cultures et leur irrigation.

Aussi bénéfiques pour les barages et les retenues collinaires, ces pluies ont dû améliorer leurs stocks. Certains d'entre eux ont vu leur niveau de remplissage diminuer d'une façon drastique

faut de pluie durant plusieurs mois. D'abondantes averses de pluies et de grêle ont ainsi touché les wilayas côtières et proches du nord, notamment Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès, Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Aïn Defla, Tipasa, Alger, Boumerdès, Blida, Médéa, Bouira, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda et le nord de Sétif. Lundi dernier, premier jour des pluies, les cumuls ont atteint ou dépassé 30 millimètres. Le second jour (hier), les cumuls ont été estimés localement à plus de 70 mm.

Quant à la neige, des chutes ont affecté l'ensemble des reliefs

dépassant 900 mètres d'altitude, notamment ceux de l'ouest, du centre et du centre-est telles que les wilayas de Tlemcen, Naâma, El Bayadh, Saïda et Tيارت.

Quinze centimètres de neige étaient ainsi attendus à l'ouest du pays sur une vaste région et vingt-cinq centimètres à l'est à partir de la wilaya de Blida jusqu'à la frontière tunisienne, y compris certaines wilayas côtières.

Les pluies qui ont affecté plusieurs régions de l'Algérie ont même touché le nord du Sahara, notamment les Oasis.

Ry. N.

L'AFFAIRE SONATRACH 1 DEVANT LA COUR SUPRÊME

Le nouveau code de procédure pénale au secours de la défense

Les personnes condamnées dans l'affaire Sonatrach 1 bénéficieront-elles des retombées de l'application du code de procédure pénale, dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 23 janvier dernier ? Selon des avocats, l'application de l'article 6 du nouveau code de procédure pénale avec effet rétroactif fera annuler de fait au niveau de la cour criminelle près la Cour suprême les chefs d'inculpation sur lesquels, le tribunal criminel près la cour d'Alger a justifié et prononcé son verdict.

Abder Bettache — Alger — (Le Soir) - Une dizaine de personnes sur les dix-sept poursuivies dans l'affaire Sonatrach 1 et condamnées à des peines allant de 6 ans de prison ferme à une année avec sursis se sont pourvues en cassation auprès de la Cour suprême, a-t-on appris de source judiciaire.

La même source a ajouté que même le procureur de la République a interjeté un appel en cassation, arguant «que les peines prononcées sont en deçà des faits

reprochés aux mis en cause». Ainsi, et conformément au code de procédure pénale, la chambre criminelle en charge de traiter le dossier au niveau de la Cour suprême demandera aux avocats de la défense de remettre leur mémoire à même de justifier leur saisine de la Cour suprême.

Et c'est à ce niveau que la défense va user de sa stratégie judiciaire pour plaider la «nullité» des inculpations et «l'extinction des poursuites au niveau même

de la Cour suprême». Si cela vient à être confirmé, la cour en charge de rejurer cette affaire prononcera en séance tenante «l'acquiescement» des mis en cause. La défense aura ainsi à bâtir sa stratégie sur les nouveaux textes portant code de procédure pénale.

A ce titre, rappelons que l'une des nouveautés du code est la «dépenalisation de l'acte de gestion». Lors de leurs plaidoiries, les avocats de la défense avaient appuyé leur intervention en se référant à un argument de taille : «l'absence d'expertise», autrement dit, «l'inexistence d'un dépôt de plainte de la part de Sonatrach», même si cette dernière, faut-il le noter, s'était constituée partie civile lors du procès de cette affaire.

Concernant cette disposition, à savoir «la dépenalisation du crime de gestion», il est indiqué que

désormais, le parquet ne peut plus s'autosaisir dans les affaires de crime de gestion comme le vol, le détournement ou la détérioration de deniers publics ou privés des entreprises publiques et semi-publiques. «L'article 6 bis du nouveau code de procédure pénale précise que seuls les organes sociaux (assemblées et conseils d'administration) ont le droit de la mise en mouvement de l'action publique après dépôt de plainte», explique-t-on.

C'est dans cette optique, que les avocats des mis en cause dans l'affaire Sonatrach 1, notamment ceux assurant la défense des ex-cadres de la compagnie, ont plaidé l'innocence de leurs clients, estimant «qu'ils n'ont pas commis de faits délictueux». «L'accusation et la partie civile ne doivent pas considérer tous les accusés comme coupables», avait soutenu

le collectif d'avocats de Mohamed Meziane, composé notamment de Miloud Brahimi et Tahar Amer Ouali demandant d'innocenter leur client «accusé sans dépôt de plainte préalable». C'est, sans aucun doute, pour cette raison que des observateurs ont qualifié le verdict prononcé par le tribunal criminel de «compromis», en attendant la conformité des textes (nouveau code de procédure pénale) avec les faits.

Enfin, il est à rappeler que lors des délibérations, le tribunal avait évacué plusieurs chefs d'inculpation dont «commandement et organisation d'une association de malfaiteurs, corruption, passation de marchés publics contraire à la législation et aux règlements». Au total, le tribunal criminel devait répondre à 150 questions.

A. B.